

Webinaire FRDO : "De la communication scientifique au fake news : La crise du corona en guise d'exercice pour affronter la crise climatique".

Compte-rendu partie 2 : Fake news/désinformation et rôle des médias par Tim Pauwels et Ike Picone

Aucune dia disponible.

Qu'est-ce que la désinformation ?

Selon Ike Picone, la définition suivante fait généralement l'unanimité : Des récits inventés à visée politique ou commerciale. Cela signifie qu'une information erronée est fabriquée pour exercer une influence politique délibérée. Elections américaines 2016, Qanon,...). Dans le cas de bénéfices commerciaux, le format internet est utilisé pour générer des revenus de la publicité. (Cf. Jeunes macédoniens).

Les citoyens considèrent parfois que la communication politique, la publicité excessive et le journalisme défaillant relèvent de la désinformation.

Comparé aux Etats-Unis, il semble que la Flandre en soit demeurée raisonnablement épargnée jusqu'à présent.

Tim Pauwels observe-t-il un accroissement de la désinformation ?

La désinformation apparaît de façon irrégulière avec parfois des pics suivis de longs mois sans rien. La question qui en découle est de savoir s'il s'agit de campagnes orchestrées. Des fortunes sont consacrées à la propagation de l'infox, par exemple dans le cas du climat. Il estime que cela relève de la liberté d'expression mais le problème est que ni les journalistes, ni les scientifiques, ni d'autres acteurs n'ont le temps et l'argent pour s'assurer de la véracité de ce type d'information. Car, en dehors des 'croyants sincères', la malveillance est aussi à l'oeuvre (nous avons l'exemple d'un site web informatif d'origine russe ayant répandu une fake news au sujet de l'angoisse suscitée par un possible dysfonctionnement nucléaire en Belgique). La désinformation à l'ancienne fondée sur des mensonges flagrants existe encore mais de plus en plus, l'on assiste à des tentatives de déstabilisation jouant sur les convictions existantes des 'vrais croyants' pour polariser le débat à l'extrême. Plus de 600 tweets contre l'islam ont été publiés par des trolls internet russes dans le sillage de l'attentat de Zaventem. De la même façon, l'on décompte au moins 50 comptes, qui doivent être plutôt de l'ordre de 500, propageant de la désinformation au sujet du Corona. L'on accorde trop peu d'intérêt à ce type d'interférence dans les débats de société en Flandre et en Belgique. Citons encore le scandale Cambridge Analytica qui a révélé l'usage fait de données privées pour influencer le choix politique des gens.

Tout cela a-t-il un impact ? Tout cela fait-il l'objet d'études ?

Ike Picone entrevoit 2 axes de recherche :

1. L'impact d'une histoire inventée à titre individuel : Quand on est convaincu de quelque chose, l'on ne va pas douter tout de suite en présence d'une tentative de désinformation. Toutefois, il entend nuancer cette assertion en référence à la théorie du préjugé de confirmation. Étant déjà acquis à une forte conviction sur un sujet, l'on va se montrer moins critique envers une information qui vient la conforter et porter un regard d'autant plus

critique sur les contre-arguments. En règle générale, le résultat est plutôt satisfaisant : 1 mensonge demeure un mensonge.

2. Les études récentes portent plutôt sur l'effet des tentatives de déstabilisation déjà mentionnées, que l'on appelle 'l'ordre mondial de la désinformation', ainsi que sur la création d'un climat de désinformation générale. Quand on est submergé par la même désinformation récurrente provenant de sources diverses, certaines personnes vont peut-être bien finir par avoir des doutes, parfois justement à cause des médias traditionnels qui lui consacrent de l'attention (par exemple au mouvement anti-vaccin). Des gens peuvent se laisser entraîner dans de tels réseaux de désinformation. C'est précisément cet effet déstabilisateur qui le préoccupe le plus. Ou pour le dire avec les mots de Hannah Arendt, quand les gens ne savent plus que croire, quels faits et sources sont fiables, on peut leur faire avaler n'importe quoi.

Comment les journalistes peuvent-ils y remédier ?

Tim Pauwels: Les journalistes ne peuvent pas résoudre ce problème en lui-même. Par contre, dans leur façon de faire du journalisme, les journalistes peuvent bel et bien adopter un style moins prétentieux en renonçant au couplet : 'Croyez-nous'.

La grande différence entre l'information recueillie par les journalistes et les sites web de propagande ou les sites personnels réside dans la manière ou la méthode par laquelle les premiers vont à la recherche de la vérité et ils devraient être plus explicites à ce sujet.

Ils doivent aussi se pencher davantage sur la problématique de l'infox en l'examinant de plus près : D'où provient-elle, qui en est l'auteur, d'où vient le site web sur la folie virale,...

D'autre part, il faudrait y consacrer davantage de temps et de moyens pour y apporter une réponse adéquate. L'on relève moins de mensonges grossiers de nos jours mais davantage de raisonnements farfelus de petite envergure comportant souvent un fond de vérité mais qui, pour le reste, ne tiennent pas la route. En les replaçant dans un cadre objectif et scientifique plus large, on peut faire la différence. Exemple d'un des tout premiers fact-checkings de factcheck.vlaanderen sur la question du climat. Le fact-checking a toujours un train de retard mais ceux qui veulent semer le trouble dans les esprits ont besoin de répéter encore et encore leurs arguments fallacieux.

Il s'ensuit que si 1 seul mensonge demeure un mensonge, un mensonge raconté 1000 fois finit peut-être par s'ancrer dans les esprits et c'est là où les journalistes devraient davantage prendre la main. Le problème est que personne n'en a les moyens humains et matériels. Etant donné que le fact-checking est crucial, les maisons de presse devraient unir leurs forces de façon concertée. Il est parfois difficile de discerner une information fautive quand les textes, de prime abord, paraissent très cohérents avec graphiques à l'appui,... mais notre esprit humain tend à oublier qu'il n'est pas si difficile que cela de mentir de façon cohérente.

Le fact-checking est-il le bon remède ?

Ike Picone : Certains chercheurs pointent du doigt l'un ou l'autre effet pervers du fact-checking tel "que la théorie de l'oxygène". En appliquant le fact-checking, les médias traditionnels risquent d'attirer l'attention et de donner de la notoriété à une information erronée qui, au départ, est marginale. Les personnes dotées justement d'un esprit critique risquent donc d'entamer une recherche en ce sens.

La question qui se pose est donc aussi de savoir si les médias doivent forcément y consacrer un article, comme au sujet des anti-vaccins.

Le fact-checking peut aussi avoir un effet contraire comme dans le cas des élections américaines. Le fact-checking peut braquer les gens aux convictions idéologiques déjà fortement ancrées en les incitant à la résistance du fait que leurs convictions ne relèvent pas du rationnel mais de l'émotionnel.

Il faut éviter également les titres reprenant des affirmations fausses au prétexte de fact-checking comme par exemple : "La vaccination favorise l'autisme" car les gens ne lisent parfois que le titre et c'est donc tout ce qu'ils en retiennent.

Plus l'écosystème de l'information attachera de l'importance au fact-checking mais aussi au journalisme d'investigation et en toute transparence, moins la désinformation n'aura de chance de s'installer dans l'esprit des gens.

Tim Pauwels : Ce que les médias, les pouvoirs publics et le milieu scientifique ne prennent pas encore assez en considération, c'est le fait que les fake news et la déstabilisation des esprits se répandent dans les réseaux informels suivant un mode interactif. Dans ces réseaux, l'on retrouve regroupés des gens qui reçoivent des informations de la part d'individus qu'ils pensent connaître un peu et dans lesquels ils pensent pouvoir se reconnaître.

Les médias, pour leur part, croient encore beaucoup trop au modèle de "publish and pray". C'est dans le journal et donc ils considèrent que les gens qui le lisent demeurent passifs.

C'est là où réside la grande différence. La désinformation et la déstabilisation fonctionnent par le fait que les gens obtiennent une réponse lorsqu'ils posent une question au sein d'un groupe. Cette interaction donne aux gens le sentiment d'appartenir à un groupe et il devient impossible dès lors de les en détacher. La réponse à la désinformation doit donc résider dans la contre-interaction. Journalistes, médias et scientifiques devraient donc proposer beaucoup plus d'interaction sur les médias sociaux en répondant eux aussi aux questions mais cela représente énormément de travail et il n'est pas si simple de trouver une communauté qui y soit sensible.

Il est donc important de se fier à des sources d'information fiables (Les jeunes, abonnez-vous à un journal !), de réagir collectivement à la désinformation et de défendre le journalisme et la science.

Autre point encore que je voudrais mettre en avant. La confiance dans le journalisme n'est pas aussi faible que cela. Certes, elle s'est dégradée ces dernières années à la suite des attentats et du fait de la polarisation de la société. Rétrospectivement, la confiance dans les médias de journalisme n'a fait que croître au cours des 20 dernières années. Cela tient au fait que de plus en plus de gens ont suivi des études supérieures. Plus leur niveau d'études est élevé, plus ils ont confiance dans le journalisme. C'est donc faire aussi oeuvre de déstabilisation que d'affirmer que plus personne n'accorde encore sa confiance aux médias traditionnels.

Q & R :

Question : Les scientifiques reconnus répandant des fake news hors de leur domaine de compétence ne peuvent-ils pas être radiés ?

Ike Picone : La communauté scientifique doit-elle prendre position à cet égard ? Cela se produit déjà. On a même des exemples d'articles scientifiques déjà publiés qui ont parfois été retirés. En même temps, il existe le droit à la liberté d'expression et il faut donc trouver des solutions qui la respectent. Censurer ou ne pas donner la parole aux gens n'est pas toujours la meilleure chose à faire, a fortiori à une époque où ce procédé contribue désormais à alimenter les théories complotistes : Si on lui impose le silence, c'est

qu'il dit vrai. Il vaut mieux contrer ces idées en réagissant vigoureusement avec force arguments et en encourageant les gens à accorder leur confiance aux médias traditionnels.

Tim Pauwels : est totalement en accord avec cela. Est un chaud partisan de la liberté d'expression. D'ailleurs, il arrive qu'une personne influente se fasse taper sur les doigts, comme par exemple au travers d'une lettre ouverte publiée par un médecin. Mais quand cela se produit, les journalistes vérifient trop peu souvent la véracité des faits avancés et n'entrent pas assez dans le débat. La liberté d'expression, cela signifie aussi la nécessité de réagir aux tentatives de déstabilisation mais l'on manque de collaborateurs et de moyens pour ce faire, ce qui complique singulièrement la tâche. Il en va de même pour la science. Cela doit donner matière à réflexion. Les Pouvoirs publics doivent affronter cette question de façon plus volontariste en impliquant davantage les acteurs connus pour leur intégrité, c'est à dire les journalistes et les scientifiques. Ces derniers doivent donc avoir plus de moyens mis à leur disposition car ils sont soumis à de fortes contraintes alors qu'il y a justement nécessité d'engager plus largement le débat sur les médias sociaux.

Question : Le rôle des médias sociaux a-t-il fait l'objet d'études et dans quelle mesure ce rôle peut-il être positif ou négatif ?

Ike Picone : Les réseaux sociaux tels que Facebook ou Twitter ont déjà pris des dispositions et enregistré des progrès en matière d'informations vérifiées auprès de sources fiables en leur accordant une plus grande priorité dans leurs fils d'actualités, de détection d'informations erronées et de leur retrait de leurs plateformes.

Ce qui demeure problématique, c'est qu'ils prennent des mesures quand cela n'a pas d'incidence majeure mais ils ne font pas de même avec leurs algorithmes et leur modèle économique. Nous avons encore affaire à des plateformes où l'information demeure virale avec une exploitation prioritaire de l'information qui retient l'attention des gens afin de les retenir plus longtemps sur leurs plateformes. Les médias sociaux n'agissent pas toujours volontiers sur la désinformation brève et accrocheuse, qui circule au sein de certains groupes et communautés, en lui accordant par exemple moins d'importance dans leurs algorithmes.

A un moment donné, il ont pris la décision d'accorder plus d'attention à l'information de la famille et des amis dans les fils de nouvelles et moins d'attention aux médias d'information. En même temps, ils veulent soutenir les médias d'information au travers de diverses initiatives, leur donner des moyens en leur attribuant par exemple un onglet spécifique sur leurs pages Facebook mais sans intégrer cette démarche dans leurs algorithmes, ce qui pose question.

Tim Pauwels : souhaite, pour sa part, souligner le fait que les médias traditionnels ne reçoivent pas de moyens particuliers de la part de Facebook et Factcheck.Vlaanderen pas davantage.

Il signale une étude sur l'évaluation du contenu toxique des messages. Ce type de messages a triplé au cours des 5 dernières années.

Face à cette situation, le gouvernement pourrait se montrer plus ferme en demandant aux médias sociaux de lui fournir des résultats chiffrés sur leurs efforts de diminution du nombre de messages toxiques pour contrecarrer les tentatives de désinformation. Si cela ne leur paraît pas faisable, l'on pourrait imputer aux plateformes des médias sociaux le coût de ce contrôle par des tiers en raison de la disruption et de la méfiance provoquées au sein du paysage médiatique.

Ne devrions-nous pas établir une hiérarchie des personnes auxquelles l'on donne la parole afin de donner plus de crédit à la parole des scientifiques et ne pas les placer sur un pied d'égalité avec un polémiste ou encore un politique ?

Ike Picone : Il y a en partie une explication historique à cela. Au fil des années, il est un principe qui s'est ancré dans le monde du journalisme et qui révèle maintenant son côté potentiellement pervers. Les journalistes voulant demeurer neutres ont sans doute poussé le principe de neutralité trop loin en considérant qu'il y avait toujours une version et son contraire et qu'il fallait donc faire entendre les deux. Ce principe est valable quand il s'agit d'opposer 2 visions politiques dans le débat social mais pose davantage problème quand il s'agit d'opposer des faits à des interprétations de ces faits. Un consensus se dégage actuellement dans le milieu du journalisme pour réviser ce principe en ne mettant plus avis et faits sur un même plan.

Tim Pauwels : Le journalisme ne doit pas être neutre et la VRT non plus. L'on ne retrouve aucune obligation de neutralité dans la loi médias, pas plus que dans les statuts de la rédaction ni encore dans le code du Conseil Flamand du Journalisme. Le journalisme doit être impartial, ce qui fait une grande différence avec la neutralité ou le fait de ne pas être critique. L'on peut parfaitement porter un regard critique sur les choses de façon impartiale. L'on ne peut pas placer les climatologues et les climato-sceptiques sur un pied d'égalité. Cela s'appellerait être neutre mais ce serait aussi du très mauvais journalisme. Il est parfaitement possible de poser le constat impartial que le problème du changement climatique est convenu par l'immense majorité des climatologues. Les journalistes en tiennent compte en donnant la parole en priorité aux personnes ayant publié des articles dans les revues académiques qui font autorité. Cela n'empêche toutefois pas les autres de ne pas se sentir écoutés. Le Ministre-président a également fait une déclaration en ce sens : "Donnez la parole aux climato-sceptiques et expliquez ensuite pourquoi ils n'ont pas raison". Réponse de Tim Pauwels : La question est de savoir lesquels car ces climato-sceptiques défendent tous leur propre version. L'on ne dispose pas d'assez de collaborateurs et de moyens pour exposer la grande variété de leurs théories et expliquer en quoi elles ne tiennent pas la route. Il existe donc bien une hiérarchie en termes d'audience. Nos médias ont tout de même l'habitude de faire confiance aux personnes ayant publié des articles sur ce sujet et de tenir compte secondairement des voix discordantes.

Ike Picone : L'impartialité est la règle. Elle ne se transforme en neutralité que dans certaines circonstances. Cela dit, dès lors que la neutralité incite à adopter le principe selon lequel une idée en vaudrait une autre en donnant la parole à tous, cela peut devenir problématique. Aux Etats-Unis, en réaction aux médias libéraux estimant que les climato-sceptiques n'ont pas eu voix au chapitre, certains médias ont voulu déplacer le curseur de façon excessive en leur donnant la parole à leur tour. De ce fait, l'on a choisi de faire passer la neutralité avant l'impartialité et c'est là où le débat a commencé à s'embrouiller.